



Accusé de réception en préfecture  
078-217803832-20220628-19DCM2022-57-DE  
Date de télétransmission : 01/07/2022  
Date de réception préfecture : 01/07/2022

## DÉLIBÉRATION

**Conseil municipal  
mardi 28 juin 2022  
19h30 - Salle du conseil**

L'an deux mille vingt-deux, le 28 juin, le conseil municipal, légalement convoqué le 22 juin 2022, s'est réuni dans la salle du conseil de la Mairie de Maurepas, sous la présidence de Monsieur Grégory GARESTIER, Maire.

### **Étaient présents :**

Grégory GARESTIER, Myriam DEBUCQUOIS, Laurent BURÇON, Pascale DENIS, François LIET, Véronique ROCHER, Emmanuel DUTAT, Véronique MILLOT, Hélène CLAUZIER, Michel AUROY, Michèle BUIRON, Serge BOUTTIER, Nadia DOMÈGE, Caroline LAMOUREUX, Rémy LEMATTRE, Christophe JOURNÉ, Jean-Michel LIGNIER, Nicolas GENEVOIS, Lucia BERNY, Bérénice RIBOT-LAHDEB, Olivier CLOUX, Aurélien AGESTA, Martine FAYOLLE, Ismaïla WANE, Anne AUZOLES, Elisabeth HARDOUIN

### **Représenté(e)s :**

Eric NAUDIN représenté(e) par Myriam DEBUCQUOIS  
Bernard PARMENTIER représenté(e) par Véronique MILLOT  
Marie-Christine SIMARD-CURT représenté(e) par Pascale DENIS  
Delphine SALVAN représenté(e) par Véronique ROCHER  
Pierre DUVAL représenté(e) par François LIET  
Yann LAMOTHE représenté(e) par Ismaïla WANE  
Edite PIRES représenté(e) par Martine FAYOLLE

### **Excusé(e)s :**

Eric NAUDIN, Bernard PARMENTIER, Marie-Christine SIMARD-CURT, Delphine SALVAN, Pierre DUVAL, Yann LAMOTHE, Edite PIRES

### **Secrétaire de séance :**

Nadia DOMÈGE

### **19-DCM-2022-057 - Postes ouverts en contrat d'apprentissage pour la rentrée 2022**

#### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

**Vu** le code du travail, notamment les articles L. 6211-1 et L.6222-27,

**Vu** la loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

**Vu** la loi n°2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

**Vu** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique,

**Vu** le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et son expérimentation dans le secteur public,

**Vu** le décret n°2016-1998 du 30 décembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales autorisées à participer aux expérimentations prévues aux articles 76 et 77 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels,

**Vu** le décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

**Vu** le décret n°2020-786 du 26 juin 2020 relatif aux modalités de mise en œuvre de la contribution du centre national de la fonction publique territoriale au financement des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics relevant,

**Vu** la circulaire du 8 avril 2015 DGAFP/DGEFP (NOR : RDFF1507087C) relative à la mise en œuvre de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

**Vu** l'avis favorable du comité technique en date du 13 juin 2022,

**Vu** l'avis favorable de la commission ressources et moyens du 20 juin 2022,

**Considérant** que l'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 à 30 ans d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration,

**Considérant** que ce dispositif présente un intérêt tant pour les jeunes accueillis que pour les services accueillants, compte tenu des diplômes préparés par les postulants et des qualifications requises,

### **APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,**

Adopte à l'unanimité.

**Approuve** le recours au contrat d'apprentissage dans la collectivité.

**Autorise** le recrutement, dès la rentrée 2022, de trois contrats d'apprentissage pour une durée de 24 mois conformément au tableau suivant :

<b>Direction / Pôle</b>	<b>Diplôme préparé</b>	<b>Période d'apprentissage</b>	<b>Poste</b>
Direction générale des services	Master en communication	Septembre 2022-Août 2024	Chargé de communication interne
Pôle communication et animation de la ville	Master en communication digitale	Septembre 2022-Août 2024	Chargé de communication
Pôle patrimoine	CAP plomberie	Septembre 2022-Août 2024	Agent de maintenance des bâtiments communaux

**Autorise** monsieur le maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à la mise en place des contrats d'apprentissage.

**Précise** que les dépenses de personnel des apprentis sont prises en charge par la collectivité sur la base minimale de rémunération qui se calcule par rapport à un taux du SMIC mensuel brut et selon le nombre d'heures réalisées dans l'entreprise en fonction :

- de son âge ;
- de l'année d'exécution de son contrat.

**Grégory GARESTIER**

Maire



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.  
Sauf mention contraire exigée par la loi, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter :  
- de sa date de publication (pour les délibérations à caractère non individuel)  
- ou de sa date de notification à l'intéressé (pour les délibérations à caractère individuel)  
Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale. Ce recours suspend le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de la réponse expresse de l'autorité territoriale, ou en cas de silence de celle-ci, deux mois après l'introduction du recours gracieux.